

NEWS

LUXEMBOURG BASHING

A qui la faute ?

Luc Caregari

Du « meilleur élève européen » au paradis offshore à évincer de l'Union européenne, gouverné de surcroît pendant 18 ans par un ivrogne notoire. Le baromètre du Luxembourg n'est plus au beau fixe - mais au lieu de jouer les indignés, on ferait mieux de se demander si certaines critiques ne sont pas justifiées.

Quel scoop ! Le nouveau Monsieur Euro, Jeroen Dijsselbloem, a donc découvert le penchant pour la boisson de son prédécesseur, notre Jean-Claude Juncker national. Il faut vraiment le féliciter pour son courage. Et se réjouir qu'au moins désormais notre monnaie commune ne dépende plus d'un ivrogne, mais soit fermement tenue entre ses jeunes mains calvinistes - on respire enfin. Mais, trêve de plaisanterie, ce petit lynchage médiatique de Juncker n'est pas un hasard. Il s'insère dans une lignée d'attaques contre le grand-duché, que ce soit contre son personnel politique ou contre sa place financière. Même si l'« affaire » Juncker-Dijsselbloem relève aussi d'un conflit personnel entre les deux hommes politiques, le Néerlandais étant probablement agacé par le paternalisme du Luxembourgeois à son égard. D'autant plus que Juncker vient de confirmer officiellement jeudi matin à la télé allemande qu'il était partant pour le poste de président de la Commission européenne - ce qui n'est peut-être pas du goût de tout le monde.

Pourtant, ce dédain pour Juncker ne vient pas uniquement de son penchant pour la boisson, mais aussi parce qu'il incarne au mieux le paradoxe luxembourgeois : Etat fondateur de l'Union européenne et paradis fiscal en même temps. Le nouveau gouvernement aurait la chance d'enfin dissocier ces deux facettes et de montrer clairement que le Luxembourg est disposé à sortir des méandres de la finance internationale. Mais il n'en sera rien. Pas au niveau politique, où les officiels s'empressent de signifier la continuité aux pontes de la place financière et de continuer à mener la politique de l'autruche face aux doléances européennes. Ni au niveau de l'opinion publique, si on considère la vague d'indignation qui a traversé à nouveau la presse, suite aux articles de Mediapart sur notre pays. Il semble que le Luxembourg ne soit

pas encore assez mature et prêt à comprendre qu'il ne peut plus ignorer l'importance de sa place financière et les impacts de celle-ci sur le monde extérieur. Car, c'est bien de cela que parle le nouvel « ennemi numéro un » du pays, l'économiste Gabriel Zucman dans son livre « La richesse cachée des nations » - et qui est aussi à la base des articles de Mediapart - où il ose réclamer notre éviction de l'Union européenne.

Il semble que le Luxembourg ne soit pas encore assez mature et prêt à comprendre qu'il ne peut plus ignorer l'importance de sa place financière et les impacts de celle-ci sur le monde extérieur.

Mais au lieu de crier au coup bas dirigé contre notre nation, il convient de regarder en face les arguments de Zucman. Il nous reproche d'avoir vendu notre souveraineté aux banques, et qu'à cause de cela nos politiciens ne représenteraient au niveau international plus un pays, mais notre secteur financier. Et qu'en plus, une place financière aussi hypertrophiée que la nôtre menacerait un jour ou l'autre la stabilité financière de l'Union tout entière. Ce ne sont pas des provocations de quatre sous, mais des questions sérieuses qu'il faut se poser et auxquelles il faut trouver d'autres réponses que l'indignation. Critiquer la place financière ne constitue pas un crime de haute trahison, mais à entendre certains politiciens on ne pourrait pas se le permettre. Certes, arrêter le business du jour au lendemain est illusoire. Mais établir un plan de sortie de la dépendance du pays face aux banques - en outre par une diversification des activités économiques, car on aurait déjà avoir dû comprendre les dangers d'une mono-industrie après le déclin de la sidérurgie - est une nécessité si l'on veut gérer ce pays de façon responsable et éthique.

NEWS

Dienstwagen für alle? Wer's braucht **S. 3**

Rentrée législative: Chambre 2.0 **p. 4**

Greenpeace: Ökozid, das wahre Verbrechen **S. 5**

REGARDS

Differdingen: Ende des Gemeischels **S. 6**

Essay Kirche und Staat: Weder noch **S. 8**

Kambodscha: Gegen die Ohnmacht **S. 10**